

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique



d'après M.Klein

les tigres sont fatigués...

SOMMAIRE :

3 éditorial: *M-L DUBOIN. Procès*

On juge des criminels qui se sont abrités sous l'ordre reçu. Quand prendra-t-on conscience qu'obéir à une idéologie peut aussi avoir des conséquences criminelles ?

4 actualité : *A. PRIME. Faits et arguments* SUR QUOI SE FONDE LA *GRANDE RELEVE* POUR EXPLIQUER ET PROPOSER..

6 lu, vu, entendu

7 réflexion : *J-P MON. Les tigres sont fatigués.* L'économie des pays du Sud-Est asiatique est en pleine débandade.

9 spectacle : *Kou, l'ahuri* SUITE DE LA SECONDE TOURNÉE DE LA PIECE

10 rencontres : *M-L DUBOIN à Genève* POUR LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE : LE CONTRAT CIVIQUE..

14 courrier : Nos lecteurs animent le débat.

15-16 résumé de nos propositions.

N°971 novembre 1997

Journal fondé en 1934
par **JACQUES DUBOIN**

*

Directrice de la publication:

Marie-Louise DUBOIN

graphisme:

ANNE-LAURE WITSCHGER

rédaction:

Jean-Pierre MON

André PRIME

Djémil KESSOUS

Roland POQUET

*et les abonnés qui le souhaitent,
tous bénévoles. Les manuscrits sont
choisis par le comité de lecture et ne
sont pas renvoyés.*

*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434

Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130 FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70 FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200 FF
Abonnement de propagande :	
5 n° mensuels	250 FF
10 n° mensuels	350 FF
Europe	175 FF
(Par avion, nous consulter)	

REGLEMENTS :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la
souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE : les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

FAX : 01 30 71 93 89

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : grande.releve@wanadoo.fr

ADRESSE INTERNET : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

LES

OUVRAGES SUIVANTS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS PAR CORRESPONDANCE AU JOURNAL
(tarifs en dernière page avec un bon de commande) :

♦ *Pour introduire la réflexion en amusant :* **KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**. Un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques. Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :* **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**, écrit par Marie-Louise DUBOIN sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer les mécanismes. Publié aux éditions Syros, puis réédité au Canada par *Voici la clef*.

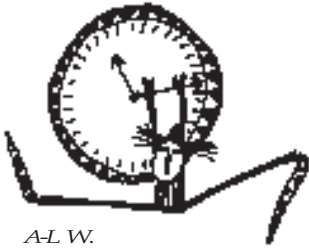
♦ *Pour animer une discussion :* **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN** le texte d'une conférence d'André PRIME.

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions, deux numéros spéciaux :* celui de janvier 1992 : **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS** et celui de décembre 1996 (N°961) **LA TROISIÈME VOIE**, (traduit en espéranto sous le titre *La tria vojo*).

♦ *Enfin une bande dessinée :* « **ET SI ON CHANGEAIT?** » dessinée par Jacques VIGNES-ELIE).

**Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



procès

La mode est aux remords collectifs : l'Eglise catholique a fait sa confession publique quand elle a déclaré qu'elle cessait de rendre les juifs responsables de la crucifixion du Christ et le pape a demandé aux évêchés de reconnaître leurs erreurs face au fascisme. Chirac a pris, en juillet 1995, l'initiative de présenter aux juifs au nom de la France ses excuses pour son comportement sous le régime d'extrême droite qu'était celui de Vichy. Puis à Drancy, l'évêché français s'est publiquement repenti d'avoir laissé faire les nazis au lieu de leur opposer publiquement la voix de la morale chrétienne. Les évêques espagnols ont failli suivre, mais ils n'ont pas encore été jusqu'à critiquer leur aide au régime fasciste de Franco, en qui ils ont vu le rempart contre le communisme. En France, par contre, la police a suivi l'élan du repentir collectif. Et même la Suisse vient de découvrir que, tout en se déclarant officiellement neutre, elle a aidé au financement des armées nazies, acceptant pour paiement les biens volés aux juifs, dont l'or pris sur leurs cadavres. Elle avoue détenir dans les coffres de ses banques des fortunes appartenant à des juifs disparus. Elle fait même semblant de s'interroger sur le secret bancaire, mais il y a peu de chance pour qu'elle aille jusqu'à le supprimer...!

En France, c'est maintenant le procès de Maurice Papon qui remue la conscience collective (Oh, pas chez tout le monde¹), et on peut se demander jusqu'où il ira.

Ce procès est d'abord celui d'un homme accusé de la déportation de plus de 1500 personnes vers les camps d'extermination nazie, et celui du préfet de police de Paris accusé d'avoir excité à la ratonnade du 17 octobre 1961, qui bénéficia d'un "non lieu", bien que des dizaines de cadavres d'Algériens aient été jetés en Seine.

Mais c'est aussi le procès d'un haut fonctionnaire qui prétend n'avoir agi que pour obéir aux ordres de ses supérieurs, comme on apprend à le faire dans les Grandes Écoles....

Il est probable que ce procès n'ira pas jusqu'à juger tous ceux qui ont donné ces ordres à Papon, qui a bénéficié d'une excellente réputation aux yeux des gouvernements gaullistes d'après guerre. Il semble même qu'apparaisse une certaine réticence afin que toute la vérité ne soit pas mise à jour.

Mais il est un autre procès qui ne sera pas fait, c'est celui, bien plus vaste, de tous ceux qui obéissent à une idéologie, portée par les médias, pour se dispenser de se demander à quoi elle mène. Quand le responsable d'une entreprise se déclare contraint de jeter dehors certains de ses employés "pour raison économique", il obéit à des impératifs, dits de rentabilité ou de compétitivité, sans les remettre en cause.

Refuser, comme Papon aurait pu refuser de signer l'arrestation des juifs, c'est avoir le courage de signer sa propre condamnation, dans un premier temps.

Alors quel responsable économique, financier ou politique osera dire publiquement : c'est le système qui m'y oblige, c'est cette idéologie ambiante qui fait qu'aux yeux de tous, toute alternative au système est traitée d'utopie ?

Jospin osera-t-il ? S'il osait, j'aurais des remords d'avoir publié en mai dernier la "lettre ouverte à Lionel J'ose pas" !

MARIE-LOUISE DUBOIN

1. il faut lire, pour être édifié sur ce point, le papier de Bertrand Poirot-Delpech dans *le Monde* du 15 octobre : dans le TGV 8507 Paris-Bordeaux on peut entendre, publiques par l'utilisation du téléphone portable, des conversations écœurantes du genre : «*ce pauvre vieux, il a eu bien raison d'aller dans cet hôtel de luxe... et merde pour "leurs" besoins de nos repentances... Jospin ne l'est pas, il est protestant, mais il "en" a pris encore plus que Blum dans son gouvernement* ».

faits et arguments

Donner au lecteur *des arguments* basés sur *des faits* est un des buts essentiels de la *Grande Relève*. Des faits, au sens large du terme : événements, discours, écrits... qui montrent pourquoi nous dénonçons la nocivité qui consiste à n'avoir que la recherche du profit comme orientation de toute entreprise, et pourquoi nous proposons des solutions conformes aux besoins, au destin de l'homme.

Tous les articles de la *Grande Relève*, chacun à sa façon, sont orientés vers ce but, y compris les informations d'une rubrique telle que "*lu, vu, entendu*" ou "*au fil des jours*".

Souvent, l'argument est contenu dans le fait. Par exemple, lorsqu'on constate que des licenciements font immédiatement monter les actions en Bourse de la firme concernée (ex : Moulinex, Renault avec Dilvorde). De même, une déclaration peut valoir argument, telle celle de Lester Thurow ci-contre.

Par contre, la formation de la sphère financière et ses conséquences requièrent *une analyse avant* de devenir argument. De même, il faut une étude approfondie de la crise financière qui est survenue en Juillet en Thaïlande et s'est étendue – et ce n'est pas fini – à la plupart des pays d'Extrême-Orient ; il faut analyser les causes de l'effondrement des monnaies (15 à 30 %), le rôle des investissements spéculatifs (immobilier), les mouvements des capitaux internationaux, l'intervention du FMI, etc. pour en tirer un solide argument. C'est dans cet esprit qu'a été rédigé par J-P Mon l'article intitulé "les tigres sont fatigués" ci-dessous.

D'autre part, il peut être intéressant de tirer argument d'un "*faisceau*" de faits, c'est le cas de notre premier exemple ci-dessous concernant la politique menée par les États-Unis.

Enfin, dans certains cas, notre réflexion est parfaitement illustrée par un interview que nous nous contentons de reproduire, c'est le cas de l'extrait qui termine mon article.

A. P.

la loi américaine

Le gouvernement des États-Unis (Chambres et exécutif) brandit la loi Amato¹ à l'encontre du gouvernement français qui soutient le projet de contrat de Total avec l'Iran. Fort heureusement, la tentative d'imposer la *lex americana* a échoué, l'Europe ayant fait clairement comprendre à l'Amérique qu'elle n'avait pas l'intention de se laisser dicter le choix de ses part-

naires commerciaux, quels qu'ils soient. Et pour la France, Jospin a été plus clair : «*Les lois américaines s'appliquent aux États-Unis, pas à la France.*»

• Deuxième élément de faisceau : l'intervention mal camouflée des États-Unis au Zaïre, où ils ont fourni armes et conseils à Kabila. C'est que le Zaïre, même s'il a changé de nom, recèle toujours les mêmes richesses : diamants, ura-

nium, cuivre, or, zinc, etc.

• Troisième élément : le refus des États-Unis de signer la convention interdisant fabrication et emploi des mines anti-personnel. Clinton-Tartuffe, en réclamant un moratoire de neuf ans, a déclaré : «*Il y a une ligne que je ne peux tout simplement pas franchir, et, cette ligne c'est la sécurité de nos hommes et femmes en uniforme.*» No comment, tant la mauvaise foi

est patente : 150 millions de mines dans le monde, 26.000 victimes par an (dont ces enfants horriblement mutilés qu'on a pu voir à la télé, mais ils ne sont pas américains !), plusieurs siècles pour déminer la planète, ça ne suffit pas au représentant de "la plus grande démocratie"!

Fort à propos, et fort heureusement, la gifle est venue presque aussitôt d'Oslo qui, le 10 octobre, a décerné le prix Nobel de la paix à "la campagne internationale pour l'interdiction des mines anti-personnel".

Voilà un faisceau de faits qui montre bien une Amérique qui se veut à la fois le gendarme du monde, la reine du pétrole, le grand maître de la mondialisation... en même temps que de la morale. «*Ils ne pigent pas*» soupire Madeleine Albright, le nouveau chef de la diplomatie américaine. Si, Madame, ils pigent très bien et réagissent en conséquence, contrat pétrolier conclu avec l'Iran, Prix Nobel, mines anti-personnel. Il reste à l'Amérique l'ex-Zaïre pour se consoler...

un sacrifice ?

La décision de Jospin de "forcer" la marche vers les 35 heures par une loi-cadre et une date-butoir a fait hurler le CNPF, comme on pouvait s'y attendre. Son président, en sortant de la réunion du 10 octobre, s'est écrié : «*On nous a bernés !* » Et le 11, en écho, le Figaro titrait en première page : «*35 heures. Jospin sacrifie nos entreprises*».

Notre propos est seulement de rapporter quelques réflexions tirées de l'interview donnée au *Nouvel Obs* par Martine Aubry avant la réunion du 10 octobre. Réflexions qui sont pour nous des arguments :

«*Depuis vingt ans, tous les pouvoirs ont échoué dans la lutte contre le chômage. Parce que nous avons tous trop attendu de la croissance et du seul traitement social. On connaît aujourd'hui les limites des deux. Les experts reconnaissent, par exemple, qu'avec 3% de croissance, on ne réduira le nombre de chômeurs que d'environ 70.000 par an. Ce n'est, bien sûr, pas suffisant. L'opinion attend que les responsables politiques, économiques et sociaux montrent leur volonté de se mobiliser pour l'emploi et d'innover*

au-delà des modes de pensée traditionnels et des discours convenus.

... *Pour l'heure, la croissance est tirée par les exportations : elle ne touche pas l'ensemble des secteurs et doit être relayée par la demande interne. Depuis le début des années 90, la France est restée à un niveau de croissance anormalement bas : 1% en moyenne, bien en-deçà de son potentiel économique. Il faut une croissance plus forte, qui profite à tout le monde et qui soit plus riche en emplois... Le marché permet la concurrence, stimule l'innovation et pousse à l'efficacité. C'est pourquoi, il est irremplaçable. Mais le marché ne garantit pas l'accès de tous aux droits fondamentaux. Il suffit de voir les 40 millions d'Américains qui ne bénéficient d'aucun système de protection de santé, ou l'état dans lequel Tony Blair a trouvé le système éducatif anglais après vingt ans de thachérisme. Le libéralisme, la rentabilité à court terme, l'individualisme, la loi du plus fort ne peuvent régir l'ensemble de la société».*

1. La loi Amato prévoit de pénaliser toute entreprise, américaine ou non, qui investit plus de 40 millions de dollars en Iran ou en Libye. Elle vient après la loi Helms-Burton pénalisant les entreprises travaillant avec Cuba.

l'avis d'un chaud partisan du libéralisme

Continuons avec les États-Unis dont les thuriféraires américains, européens ou autres, ne cessent de donner en exemple le miracle économique.

Lester Thurow² met un sérieux bémol dans une interview au *Nouvel Obs* du 9-10 :

N.O. — *Les États-Unis en sont à leur septième année de croissance, le chômage est au plus bas et l'inflation quasi inexistante...*

Lester Thurow — *Je ne partage pas cet optimisme béat. Tous les indices conjoncturels sont, c'est vrai, au beau fixe. Mais si l'on regarde les tendances de fond, il faut s'inquiéter : au cours de la dernière décennie, la productivité n'a*

progressé que de 0,8% en moyenne par an; soit un des pourcentages les plus faibles que nous ayons connus depuis la guerre. Il y a plus grave : l'inégalité ne cesse d'augmenter. A la fin de ce siècle, le salaire réel des non-cadres sera revenu à son niveau des années 50, alors que dans le même temps, le PIB par habitant aura plus que doublé. Une minorité confisque une part de plus en plus grande de la richesse créée. Et pourtant, on dit que tout va bien. Pourquoi ? Tout simplement parce que la Bourse explose. La valeur des actions à Wall Street a triplé en dix ans. Et ceux qui font l'opinion dans ce pays sont parmi ceux qui en ont le plus

profité. Quarante pour cent des Américains sont actionnaires, mais les 10% les plus riches détiennent 85% des actifs boursiers. Pour eux, c'est la meilleure décennie de toute l'histoire : leur salaire a grimpé et leur patrimoine aussi. L'économie américaine aujourd'hui, c'est ça : en haut, cela n'a jamais été aussi formidable : en bas, jamais aussi dur.

N.O. — *Certes. Mais au moins les États-Unis connaissent le plein emploi alors que l'Europe s'enfonce dans le chômage.*

L.Thurow — *Il faut relativiser les statistiques. Officiellement, le chômage ne touche que 5,5% de la population, soit 7,5 millions de per-*



La générosité de la nature

Une équipe internationale d'économistes a chiffré les services rendus par la nature à l'humanité. Les forêts lui offriraient, d'après leurs calculs, 26.000 milliards de francs par an, les estuaires 128.000 F/an par hectare et les marais 110.000, etc. Au total, c'est l'équivalent de 190.000 milliards de francs que la planète donnerait chaque année, alors que le PNB mondial est estimé à seulement 100.000 milliards. Additionnons toute cette richesse dont le monde dispose, cela fait plus de 48.000 francs par habitant et par an.

(d'après Science et Vie Junior de juillet 1997, transmis par D.Weichel).

* * *

(suite de la page précédente)

sonnes. Mais il faut en ajouter six millions qui se déclarent sans emploi quand on les interroge. Simple- ment, ils ne sont pas comptabilisés parce qu'aux États-Unis ne sont considérés comme chômeurs que ceux qui ont fait une démarche active pour trouver un emploi dans la semaine précédant le recensement. Si vous êtes resté chez vous parce que vous avez perdu tout espoir de trouver du boulot, vous n'existez pas pour les statistiques. Le chômage, aujourd'hui, est donc plus proche de 10% que de 5%.

On le voit, pratiquement tous les faits, au sens large, dans un monde où triomphe — provisoirement — le néolibéralisme, sont pour nous matière à arguments.

ANDRÉ PRIME.

2. Lester Thurow, professeur d'économie, est ancien doyen de la Sloane School du MIT, la plus prestigieuse école de management des États-Unis.

La malédiction d'Adam

« On dit que la croissance engendrerait l'emploi... C'était vrai jusqu'à un passé récent. C'est faux aujourd'hui, au temps de la production mécanisée. D'où vient cette opposition des pouvoirs à la diminution du temps de travail ? Certes, cette diminution exige un système de relais... Mais on sait faire... La raison de l'hostilité à moins de travail vient sans doute... de la malédiction d'Adam. Quand les princes vont-ils comprendre que les humains vont remplacer le labeur-punition par l'activité épanouissante ? Ce projet, il est vrai, exigera de profondes modifications dans la distribution des richesses désormais produites sans hommes. »

René Caron, Tanlay (Yonne). (extraits du courrier du Monde du 12-7-97, envoyés par J.Decobert).

Le résumé de ce que nous défendons ! Ou bien ce lecteur du Monde est aussi le nôtre, et il va nous faire signe, ou bien ce que nous disons depuis si longtemps est devenu une évidence de plus en plus perçue, et c'est très réconfortant.

* * *

« CE CAPITALISME DEVIENT INDÉFENDABLE »

« Toute la région est en train de se noyer » explique le sénateur de la région de Cognac au sous-préfet. Le conseiller général de Segonzac « dit clairement que le pouvoir de décision du négoce n'est plus à Cognac, ni même en France. Le capitalisme est en train de prendre une expression difficilement défendable. Le côté humain n'est plus respecté. »

On fait ce que décide la finance. Point final». Et il développe : «Jusqu'à présent, les responsables des maisons de commerce étaient des financiers, mais aussi des responsables locaux. Ils cherchaient à concilier leurs intérêts avec ceux de la région... Aujourd'hui, les patrons des groupes internationaux n'en ont plus rien à faire du développement de l'économie locale. Leur problème est financier, uniquement financier.»

(dans La Charente Libre du 8-8-97, envoi de J-P Divernet).

* * *

« UNE BOMBE À

RETARDEMENT »

Selon le président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, la pauvreté dans le monde et les inégalités représentent «une bombe à retardement» qui, si l'on n'agit pas dès maintenant, « explosera à la figure de nos enfants ». Lors de son discours d'inauguration de l'assemblée annuelle de la Banque et du FMI, il a affirmé que « sans action, dans trente ans, les inégalités seront plus grandes. La population vivant avec moins de 2 dollars par jour passera de 3 milliards à 5 milliards d'individus. Un quart des forêts tropicales seront détruites, au lieu de 4% aujourd'hui... Sans équité, il n'y a pas de stabilité».

Mais... pour lui, le remède est la croissance économique et la bonne gestion des affaires publiques. Il a précisé que la Banque agirait de manière sélective en aidant d'abord «les bons élèves» en termes de politique économique.

Quand on sait ce que sont les politiques économiques prônées par la Banque Mondiale et le FMI, on peut avoir quelques craintes pour l'avenir de l'humanité !

Notre prochain numéro sera spécialement consacré à

la fin du travail

La fin de quel travail ? Ce que cela signifie pour les conservateurs de tout bord et ce que cela peut être.

Les Tigres sont fatigués

Dieu sait combien nos gouvernants, nos journalistes, nos hommes d'affaires,... ont pu nous bassiner avec le "modèle allemand". Lorsque celui-ci a commencé à montrer des signes évidents de faiblesse (l'Allemagne ne fait guère mieux que nous en matière de chômage), les mêmes "responsables" se sont mis à nous vanter les performances des "nouveaux tigres", c'est à dire des pays du Sud-Est asiatique qui marchaient sur les traces du très efficace Japon.



Las! ne voila-t-il pas depuis quelques mois qu'une crise financière sans précédent les frappe les uns après les autres, entraînant de fortes baisses de la production et une fuite des investisseurs étrangers, devenus soudain méfiants sur la rentabilité de leurs capitaux. En un mois, 200 milliards de dollars se sont évaporés. Pas de chance pour le gratin de la finance mondiale qui avait choisi de tenir à Hong Kong, récemment rendue à la Chine populaire, les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, juste après la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus développés de la planète. Le choix de ce lieu était tout à fait symbolique : il fallait tout d'abord béatifier l'économie des "tigres" de l'Asie de l'Est et vanter le "miracle économique" qui avait eu lieu quelques dizaines d'années auparavant au Japon puis

s'était étendu à des pays aussi disparates que la Corée du sud et Taïwan et, plus récemment, la Thaïlande et les Philippines. Il fallait aussi bien faire comprendre à Pékin que la communauté financière internationale ne souhaitait pas voir changer les choses à Hong Kong, principale place financière de la région, quel que soit le pouvoir (fut-il communiste) qui la régissait. Par la même occasion, enfin, cela devait être un signal de bienvenue à l'entrée de la Chine dans la communauté financière, même si sa

montée en compétitivité pouvait causer quelques ravages dans les économies des pays exportateurs de la région, l'ouverture de son énorme marché intérieur aux importations des pays développés compensant bien l'affaiblissement de ses voisins.

Où en est-on?

Au centre de Bangkok, qui était encore très récemment considéré comme le nouveau miracle de l'Asie de l'Est, au milieu d'un ensemble de gratte-ciel à moitié construits dont la plupart seront plus vraisemblablement détruits que terminés, les magasins sont déserts et leurs employés passent leur temps, comme ils peuvent, à ne rien faire.

En Corée du Sud, les banqueroutes se succèdent spectaculairement. L'industrie automobile est maintenant en surcapacité avec 2,8 millions de véhicules produits en 1996. Cinquième producteur mondial d'automobiles, la Corée ne peut développer son marché qu'à l'exportation, ce qui devient de plus en plus difficile, dans ce domaine

de forte concurrence. Séoul qui, jusqu'ici avait consciencieusement singé les japonais en créant son propre miracle économique, en est maintenant tristement réduite à mimer la faillite japonaise avec le plongeon de l'immobilier et les tentatives des banques pour rester à flot. De nombreux analystes pensent que d'ici à la fin de l'année d'autres importantes banqueroutes sont inévitables. Qui plus est, les grèves du début de l'année dans l'industrie ont fortement ébranlé la foi des investisseurs étrangers dans le modèle de développement coréen. Les salariés ne sont plus en effet décidés à se laisser imposer plus longtemps des charges de travail de plus en plus lourdes avec des salaires de moins en moins élevés. Autrement dit, les "maux" des économies occidentales ont fait leur apparition en Corée. Témoin, cette jeune fille de Séoul, âgée de 25 ans, sortie d'une université coréenne réputée et titulaire d'un diplôme américain, qui se sent complètement désorientée : elle ne peut trouver aucun véritable emploi, ni dans une banque, ni dans un des légendaires *chaebols* (conglomérats industrialo-financiers) coréens, nulle part... C'est d'ailleurs la même chose pour les jeunes gens qui, pour la plupart, vivent encore avec leurs parents en attendant de trouver un hypothétique emploi. Ce n'est pas ce qu'ils espéraient. Ce n'est pas non plus ce qu'avaient rêvé les grands prêtres de la mondialisation du marché des capitaux, qui se sont réunis à Hong Kong pour ce qu'ils pensaient être la consécration de leur idéologie. Si Singapour et Taïwan ont pu jusqu'ici éviter la tourmente boursière de l'été dernier, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie n'ont pas réussi à ralentir la chute de leurs marchés boursiers. Après un plongeon de plus de 4% le 14 octobre, la bourse de Hong Kong vient encore de perdre plus de 10% ce jeudi 23, malgré les déclarations optimistes du directeur général du FMI. Les investisseurs locaux et

étrangers ont vivement réagi aux dévaluations monétaires qui risquent de freiner la croissance de ces pays plus que ne le croient la plupart des analystes. Comme le disent les correspondants de Newsweek à Pékin et à Bangkok, «*presqu'une dizaine d'années après la fin de la guerre froide, la théorie des dominos se remet en place dans l'Asie du Sud-Est pour, en quelque sorte, se venger du capitalisme débridé*».

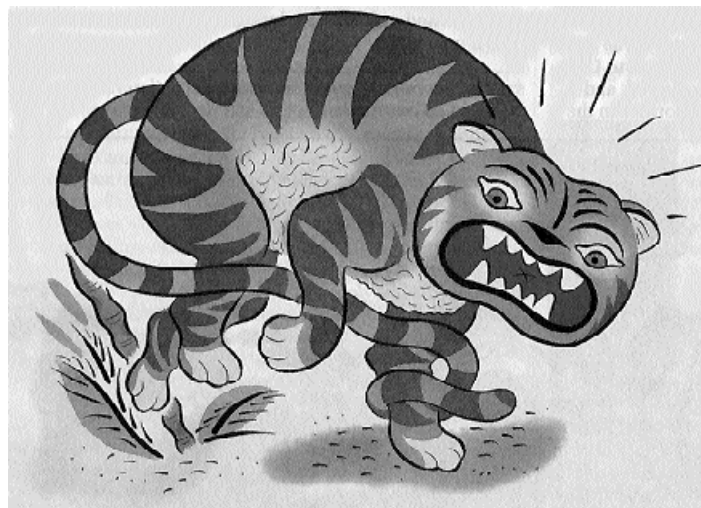
Le rapide et inattendu changement de fortune en Asie oblige maintenant les gouvernements, tout comme les hommes d'affaires et les investisseurs, à prendre des décisions cruciales dans une atmosphère de crise. Ce qui peut être dangereux, comme le démontrait, il y a

bera de 7% à 4%, ce qui ne manquera pas d'affecter encore un peu plus l'économie japonaise.

Les raisons de la débâcle

Les raisons de ce spectaculaire effondrement financier sont, en gros, les mêmes dans tous les pays de la région, Japon compris : adossées à des années de croissance, tirées par les exportations et par des afflux croissants de capitaux étrangers, de nombreuses banques se sont laissées aller à la facilité, accordant des prêts aux promoteurs immobilier et aux compagnies financières locales et croyant que les exportations continueraient toujours à croître, notamment parce qu'elles avaient rattaché leurs mon-

naies au dollar américain qui, pensaient-elles, resterait perpétuellement faible. Ces politiques ont créé des bulles financières en Malaisie, en Thaïlande et aux Philippines qui ont inévitablement éclaté.



quelques semaines, le Premier Ministre Malais, en invectivant les spéculateurs étrangers et en essayant de limiter leurs possibilités commerciales dans son pays.

L'été dernier, les banques centrales de Malaisie et de Thaïlande ont dépensé des milliards de dollars de leurs précieuses réserves pour soutenir leur monnaie. En vain. Dans la panique actuelle, de nombreuses entreprises scrutent prudemment les prévisions passées sur le futur inévitablement brillant de l'Asie de l'Est. La crise de l'été dernier vient de rappeler brutalement aux gouvernants de ces pays que les miracles ne sont pas éternels et qu'il leur faudra faire beaucoup d'efforts pour sortir de leurs difficultés actuelles. Si les choses n'empirent pas, la croissance annuelle moyenne en Asie du Sud-Est tom-

Aujourd'hui, on se demande même si Hong Kong dont le domaine immobilier est largement surévalué, pourra éviter le scénario qui se joue chez ses voisins.

Une autre cause, et non la moindre, est la montée en puissance de la Chine en tant que nation exportatrice. Il y a trois ans, la Chine a dévalué sa monnaie de 55% par rapport au dollar. Ses voisins qui avaient lié leur monnaie au dollar ne se sont pas rendu compte de ce qui les attendait. Alors que l'économie japonaise stagnait et que celle des États-Unis s'envolait, le cours du dollar remonta. Il n'est donc pas surprenant que les exportations de la Chine dans des industries telles que la chaussure, les jouets et l'électronique bas de gamme aient fortement augmenté, causant de

graves dommages aux autres producteurs de la région. C'est pourquoi les dévaluations étaient inévitables dans les pays de l'Asie du Sud-Est. Ce qui a fait dire à l'ancien ministre des finances thaïlandais : «*Tout le monde sait maintenant que la Chine a une force d'exportation qui ne peut que croître. Nous devons rendre nos industries plus compétitives, nous lancer dans les technologies de pointe et exporter, nous aussi, sinon nous mourrons.*» (Discours que l'on a déjà entendu dans d'autres bouches, dans les années trente notamment. On sait où cela a mené le monde...)

Et le Japon, dans tout cela?

Eh bien, le Japon va mal. Entre avril et juillet, ce qui correspond au premier trimestre de l'année fiscale 1997-98, la croissance s'est littéralement effondrée : le PIB a reculé de 2,9%, ce qui correspond à une baisse de 11,2% en rythme annuel. Sa croissance économique n'est tirée que par les exportations, ce qui irrite profondément les pays du G7, et notamment les américains qui jouent sans arrêt sur la parité yen/dollar pour essayer de freiner les exportations vers les États-Unis. Tout cela n'empêche pas le Japon d'avoir une balance commerciale largement excédentaire (près de 300 milliards de dollars). Comme, d'autre part, les deux tiers des créances sur les pays de l'Asie de l'Est sont détenues par des banques japonaises, il envisage de mettre en place un fonds de soutien à ces pays, ce qui ne plaît pas du tout aux américains, ni au FMI, qui y voient l'embryon d'une zone yen qui risquerait de remettre en cause l'hégémonie du dollar dans la région. D'autant plus que la Chine, qui dispose de réserves de change considérables, ne resterait pas à l'écart d'une telle initiative.

On peut enfin se demander si la tempête boursière qui secoue l'Asie du Sud-Est ne va pas finalement affecter les places financières occidentales. Ce ne serait que justice : la mondialisation ça se paie!

JEAN-PIERRE MON.

La seconde tournée de la pièce

Kou l'ahuri

ou la misère dans l'abondance

tirée du livre de **JACQUES DUBOIN**

et mise en scène par

CHRISTINE DELMOTTE

se poursuit cet automne.

Après son succès en octobre en Belgique,

à Sivry, Liège et Frasnès,

elle sera représentée

à **BRUXELLES**

du 4 au 8 novembre à 20 h 30

au **BOTANIQUE**

CENTRE CULTUREL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

256 RUE ROYALE

et à **SAINT-GHISLAIN,**

AU FOYER CULTUREL

le 2 novembre à 10 heures

le 13 novembre à 13 h 30

et le 14 novembre à 20 heures

avant de venir *en décembre* à **PÉRUWELZ**

le 4 décembre à 13 heures 30

et le 5 décembre à 20 heures 30

et en **FRANCE,**

au théâtre municipal de **DOUAI**

le 2 décembre à 14h30 et à 20 heures 30.



Il figure en bonne place, admirablement soigné et nourri...

quelques extraits de presse à propos de la pièce:

LE THÉÂTRE

SE MET AU CENTRE DU DÉBAT
ENTRE ABONDANCE ET PROFIT.

...Les différents tableaux parlent des impasses et des misères d'un système qui perdure et va dans le mur... La scénographie de P. Albert n'est pas emberlificotée. Le sens et le jeu n'attendent pas... La mise en scène de Christine Delmotte offre quelques fortes images métaphoriques qui rentrent en collision avec le présent. Mais "Kou l'ahuri" n'est pas un spectacle triste. On rit, on blague avec la déliquescence. C'est que le thème donne des idées... On sort de "Kou l'ahuri" la tête pleine de questions et prêt à ne pas accepter n'importe quelle réponse.

J.D.
Nord Éclair

LES AHURISSEMENTS DU SIECLE

AVEC KOU L'AHURI,
FABLE POÉTIQUE-POLITIQUE,
CH. DELMOTTE REVOIT ET
CORRIGE L'ÉCONOMIE EN
UNE MISE EN SCÈNE TRUCULENTE

... "Kou l'ahuri" répond à l'irréversible impasse du capital roi par l'utopie des chemins de traverse, voies moins naïves, en définitive, qu'un vain espoir de redressement.

... L'inventivité de cette fable poétique-politique, au service du désordre et de l'inrésignation, donne à rire et à penser. Franche réussite.

M. Ba.
La Libre Belgique.

UNE UTOPIE ÉCONOMIQUE QUI SEMERAIT LE TROUBLE

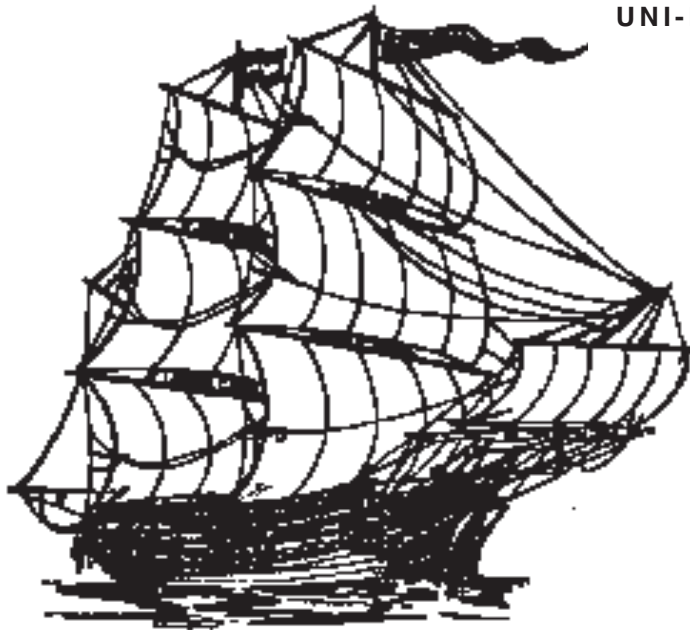
...interroge sur notre modèle économique et social, sur le fossé qui se creuse entre un pouvoir financier mondial intouchable et le flot de plus en plus conséquent de chômeurs et marginalisés, sur le blocage systématique dont les autorités politiques témoignent face aux solutions alternatives. Pour Duboin, l'abondance supprime l'idée de profit, finalement assez neuve. Une théorie qui secoue les bases même de notre société. Librement inspiré de Duboin, le spectacle se base aussi sur les improvisations des acteurs...

Christelle Prouvost.
Le Soir.

1er Colloque International "ECONOMIE ET CONSCIENCE"

Genève - 22 et 23 novembre 1997

UNI-DUFOUR - 24 avenue du Général Dufour
1204 GENEVE - Auditoire Piaget



dans ce cadre,

Marie-Louise DUBOIN

fera une conférence intitulée

"**POUR LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE :
LE CONTRAT CIVIQUE**"

le DIMANCHE **23**

de 10 HEURES 30 à 12 HEURES 30

Une Table Ronde avec les intervenants du Colloque
est prévue L'APRES-MIDI À PARTIR DE 17 H 30

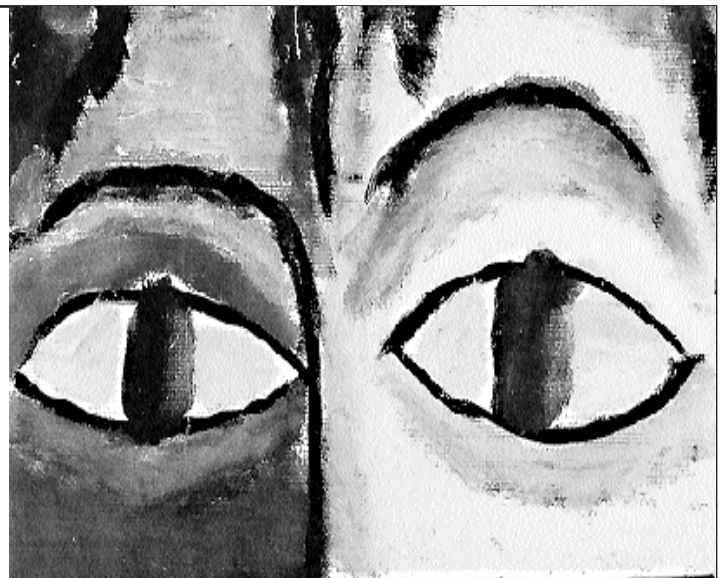
Sens unique (tragi-comédie) Création

*Écriture et mise en scène de JOEL DRAGUTIN
avec Magid Bouali, Renaud De Manoël, Katia
Dimitrova, Odile Fredeval, Pierre Lefebvre, Mélodie
Marcq, Isabelle Patey, Philippe Rigot, Jean-Claude
Sachot, Hester Wilcox.*

*Coproduction Thécif Conseil Régional Ile de
France, avec le soutien de l'Adami.*

20 Novembre - 13 Décembre 1997

Et si la trop célèbre fracture sociale
traduisait également une
fracture linguistique, culturelle,
et un conflit d'intérêt ?
Et si elle exprimait un
imperméable cloisonnement
entre deux perceptions de la réalité ?



 **théâtre 95**
cery-pontoise
Direction Joël Dragutin

95 allée du théâtre
téléphone 01 30 38 11 99



DES CHIFFRES À MÉDITER :

1.500 milliards de dollars sont échangés journallement dans le monde, dont 10% seulement constitue de la vraie richesse, des biens et des services. Tout le reste est pure spéculation ! Les déficits budgétaires successifs des États-Unis correspondent en 1997 à une dette publique s'élevant à 5.200 milliards de dollars.

Que penser de Jospin? Il nous inspire les plus grandes craintes lorsqu'il déclare au cours du dernier sommet franco-allemand de Weimar : «*Nous avons intégré désormais, dans la culture économique et politique française, cette idée qui ne nous était pas au départ familière, d'une indépendance de la banque centrale*». Par contre, il nous rassure quand il dit avec vigueur à l'Assemblée nationale : «*Nous respecterons nos engagements sur les 35 heures, car il y va de la réhabilitation de la démocratie... Je préfère être sanctionné sur ma politique que sur l'abandon de ma politique... Il faut s'habituer à ce que sur des points essentiels, ce gouvernement tienne ses engagements devant le peuple français.*»

* * *

Les suppressions d'emplois, ça continue

- Le groupe américain d'électroménager Whirlpool a annoncé la suppression de 4.700 emplois sur 46.000. En outre, à partir de l'an 2.000, pour économiser plus d'un milliard de francs par an, il fermera des usines en Europe où 15% des 12.000 emplois sont ainsi menacés.

(Le Monde, 20-9-97).

- Le conglomérat aéronautique chinois, Aviation Industries of China va licencier 150.000 salariés d'ici à l'an 2.000, soit un cinquième de la main d'œuvre du secteur.

(Le Monde, 4-10-97).

- La fusion des activités des armements britanniques P&O et néerlandais Nedlloyd va se traduire par la suppression de 62 des 180 emplois de leur filiale française

commune. L'agence du Havre perdra ainsi 35 emplois, celle de Marseille 25 et celle de Lyon 2.

(Les Échos, 12-9-97).

- Adtranz, numéro 1 mondial de systèmes ferroviaires, né en janvier 96 de la fusion des activités ferroviaires de la société helvético-suédoise ABB et de la société allemande Daimler-Benz, va supprimer 25% de ses effectifs en Europe, soit 5.000 emplois.

(Les Échos, 12-9-97).

- Fra-For, fleuron de la bonneterie troyenne depuis 1949, spécialisée dans la confection pour enfants, annonce la suppression de 97 emplois sur un total de 196 salariés répartis sur plusieurs sites. En 1974, la société comptait 1.300 salariés. Elle avait été rachetée par ses cadres en 1987.

(Les Échos, 12-9-97).

- La société américaine Westinghouse a annoncé la suppression de 2.000 emplois dans le cadre de sa restructuration.

(Les Échos, 13-10-97)

- En Grande-Bretagne, le groupe suédois Electrolux s'apprête à fermer deux usines dont les fabrications (réfrigérateurs et aspirateurs) seront rapatriées vers d'autres pays. Cette "réorganisation" se traduira par la suppression de 1.300 emplois. Ces fermetures font parties du vaste programme de restructuration annoncé en juin qui comporte la fermeture de 25 sites dans le monde et la suppression de 12.000 emplois sur un total de 100.000.

(Les Échos, 15-10-97).

- Dans la micro-informatique, IBM va annoncer une restructuration de ses activités de production de micro-ordinateurs comportant le

départ de plusieurs centaines d'employés.

(Wall-Street Journal, 14-10-97).

* * *

Un salaire de misère!

L'ancien chancelier de l'Échiquier britannique, Kenneth Clarke, a été nommé président du groupe pharmaceutique Unichem le 1er septembre. Il recevra un salaire annuel de 120.000 livres, soit 1,2 millions de francs, pour deux jours de travail par semaine.

Je suis prêt à parier qu'il est contre les 35 heures payées 39!

* * *

Business is business!

British Airways et American Airlines qui veulent s'allier devraient céder quelque 350 créneaux horaires qu'elles possèdent à Heathrow. Les deux compagnies sont prêtes à se séparer de 168 d'entre eux... en les vendant alors qu'elles les ont acquis gratuitement. Le commissaire européen chargé de la Concurrence, Karel Van Miert, veut s'y opposer. Qui gagnera ?

* * *

Ça ne vous rappelle rien ?

• Travail :

Le CNPF et la droite sont fortement opposés à toute diminution de sa durée,

• Famille :

La droite et certaines associations familiales manifestent (soi-disant) pour la défendre,

• Patrie :

Le Président de la République et la droite ne veulent pas qu'on touche au budget des armées.

JEAN-PIERRE MON.

preuves à l'appui

Un psychologue clinicien démontre la nocivité du système capitaliste. Il s'agit d'un médecin anglais, Oliver James, qui publie, dans le journal londonien *The Guardian*, une étude des mécanismes par lesquels le capitalisme agit sur le psychisme, modifiant l'humeur, les émotions et le comportement. Voici l'essentiel de son article :

Une enquête a montré que les jeunes de 25 ans sont aujourd'hui de 3 à 10 fois plus exposés à la dépression, que ne l'était au même âge la génération précédente. On prévoit que nous serons 20% à souffrir un jour d'une grave maladie mentale.

Pourquoi ?

Nous pouvons répondre que c'est l'absence de perspective, sinon le choix de se vendre pour vivre ou de se retrouver exclu, ou le manque de moyens, d'autonomie, de culture, l'impossibilité de s'épanouir dans une activité choisie. Mais la chimie, dit le Dr Oliver James, explique par quels mécanismes se créent cette dépression et cette agressivité : par le manque d'une substance créée par le cerveau, **la sérotonine**, dont le taux auquel nous la fabriquons varie avec notre environnement social et affectif. Et le Dr James constate : «*Tel qu'il est organisé, notre système — le capitalisme avancé — engendre des sociétés dont les individus présentent un faible taux de sérotonine* ». Des études sur une espèce de singes ont montré que la production de sérotonine varie très fortement avec le changement de statut de l'individu au sein d'une société très hiérarchisée : les dominants ont un taux de sérotonine beaucoup plus élevé que celui des dominés. Des expériences ont été faites : on a retiré d'un groupe tous les dominants, et après quinze jours de lutte pour le pouvoir entre les anciens dominés, un vainqueur a triomphé, et on a constaté que son niveau de sérotonine s'est nettement accru dès que son règne a été établi. Notre médecin psychologue conclut : «*Les gens socialement subordonnés, comme les femmes et les personnes à faibles revenus,*

sont plus sujets aux problèmes liés à un faible taux de sérotonine, tels que la dépression chez les femmes et l'agressivité chez les hommes».

Pourquoi ces problèmes sont-ils aggravés par le système, se demande le Dr James. Et voici sa réponse : «*Le capitalisme ne satisfait pas nos besoins. Il détruit les liens solides que nous aspirons tous à tisser : il sépare le père de la mère, les parents de leurs jeunes enfants, les personnes âgées de leur famille. Il donne le sentiment d'être des ratés. L'une des raisons est la montée de l'individualisme et l'inflation de nos aspirations... Depuis les années 50, des moyens de comparaison sociale très pernicieux se sont développés. Les médias déversent sans cesse un flot d'images de femmes minces, au visage parfait. Comment s'étonner que les dépressions et les troubles de l'alimentation se multiplient quand on force les femmes à se comparer des dizaines de fois par jour à ces idéaux ?* »... Il cite alors les expériences réalisées par le psychologue Douglas Kenrick. L'une d'elles consistait à montrer trois types de diapositives à trois groupes d'étudiants : des photos extraites de *Playboy*, des photos de femmes ordinaires et des diapositives d'art abstrait. Il a systématiquement observé que ceux qui venaient de regarder les photos de "pins up" jugeaient plus sévèrement les femmes ordinaires. Une autre expérience lui a permis de constater, chez les hommes comme chez les femmes, que la vue de beaux mannequins du même sexe qu'eux provoquait une dégradation de leur humeur. Le Dr James poursuit : «*La perfection physique sert au capitalisme, mais l'utilisation qui en est faite est néfaste pour notre*

équilibre mental. Les médias jouent un grand rôle dans l'insatisfaction des gens... Pour faire de l'argent, le capitalisme utilise la déception et la dépression, la frustration et la colère qu'entraîne la surenchère d'aspirations, de comparaisons irréalistes. Il encourage à combler le vide psychique qui en découle, avec des biens matériels, des produits de réconfort tels que l'alcool, la drogue, la nicotine et même la nourriture. Il favorise l'individualisme dont il profite en nous encourageant à nous définir par nos achats, avec des produits de plus en plus "ciblés", destinés à créer en nous le besoin de posséder ceci plutôt que cela, bien qu'il n'y ait souvent aucune différence pratique ou esthétique. Je n'accuse pas les banquiers et les grands patrons d'avoir orchestré un complot pour nous rendre malheureux... je dis que le capitalisme a évolué de telle sorte qu'il crée nos maux, puis les soigne — en laissant le soin à notre vie intime de payer la facture... On comprend mieux ainsi ce qui a mal tourné, plutôt qu'en mettant l'accent sur la décomposition de la moralité... Prenez l'embonpoint : né du succès de la technologie, qui a su créer des aliments aussi divers qu'abondants, c'est un tout nouveau problème qui se pose : le capitalisme exploite notre tendance animale à consommer des graisses et des sucres, alors que nous avons besoin de plus de fibres et de moins de calories. Suralimentés, nous finissons par haïr notre silhouette alourdie. Il ne reste plus qu'à nous vendre des produits de régime, sur fond de splendides mannequins. Résultat, un sentiment d'échec.»



Universalisme et distributisme

Telle est la proposition avec laquelle j'entame mon dernier livre¹. J'essaie ensuite d'établir que l'universalisme dépasse *tous* les particularismes : culturels, religieux, organisationnels, les égocentrismes régionaux, nationaux. Je montre que, depuis la chrétienté primitive, de nombreuses traditions historiques ont participé au développement de l'universalisme : l'*humanisme* de la Renaissance, le *progressisme* des lumières, le *républicanisme* de 1789, puis le *socialisme* du XIX^eme, lequel englobe le *communisme*, l'*anarchisme*, le *syndicalisme*, autant de mouvements qui, parce qu'ils s'adressent aux déshérités et se veulent émancipateurs, s'inscrivent logiquement dans l'universalisme... Voilà beaucoup de *ismes*, me direz-vous... On avait pourtant bien proclamé la mort des idéologies, la fin de ces «*ismes*», et d'aucuns s'en réjouissaient. En fait, si les idéologies n'étaient pas mortes, elles étaient quand même bigrement malades. Vous savez bien que l'apolitisme — voire l'anti-politisme — est une attitude politique, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Certains, ainsi, étaient passés de l'humanisme à l'*anti* humanisme, du progressisme au nihilisme ; ils avaient proclamé *La défaite de la pensée* (Finkelkraut), *L'ère du vide* (Lipovetsky), à l'image, peut-être, de ce qui se passait dans leur propre tête.

Mais non les idéologies n'étaient pas mortes ! seulement engourdies, paralysées par une seule : le libéralisme, conception du monde qui prétendait toutes les neutraliser, les

phagocyter. En proclamant *la fin des idéologies* on prétendait ainsi abolir toute la spiritualité, tout le génie humain et ses facultés créatrices... Ainsi, durant tout notre siècle, le libéralisme, comme un rouleau compresseur, progressait inéluctablement en laminant tout ce qui lui résistait, matériellement et psychologiquement, en broyant des hommes et leurs idées, en décrétant la fin du politique, la mort des idées. Seulement voilà... durant ce temps les idéologies résistaient, elles se forgeaient...

Mais je sens que je ne convaincs qu'à moitié. Après avoir acquiescé dans un premier temps, le lecteur va m'opposer des idéologies pas très belles : le fascisme, le nazisme, le stalinisme, l'intégrisme.

Certes, tous ces *ismes* sont peut-être des *idées* (...ologies). Mais ce sont surtout des *réalités*, des *faits*, ce sont des *systèmes*, sous-produits de ce même libéralisme dont ils constituent autant d'épiphénomènes. Et puis il y a quand même eu, au cours de notre siècle, bien d'autres idées qui, obstinément, progressent encore de nos jours : le mondialisme, mouvement en faveur d'une gestion mondiale des intérêts de l'humanité, l'espérantisme, mouvement en faveur d'une langue véhiculaire, universelle et accessible, le féminisme... Toutes ces traditions se rattachent à l'universalisme, *expression majeure du mouvement social*, en l'enrichissant, en participant à son développement. Je donne divers exemples de la progression de ce *mouvement réel* qui s'adresse à tous : l'abolition de l'esclavage, le mouvement en

faveur des droits civiques pour les minorités opprimées comme les Noirs américains. Regardez les femmes : la République française, dont la vocation universaliste est pourtant évidente, a attendu jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale — en 1945 — pour leur accorder le droit de vote. Et il n'y a pas que la France. Ainsi, jusqu'à une date récente, une bonne moitié de l'humanité était ignorée de la République. L'universalisme n'était plutôt qu'une belle idée en l'air...

Enfin, il existe un courant que les lecteurs de la GR connaissent bien et qui participe pleinement à l'universalisme : le *distributisme*, encore un *isme*, décidément ! En s'adressant à *tous*, et d'abord aux plus déshérités, l'économie distributive est *universaliste*, sans conteste. Et là aussi, les choses progressent, car de plus en plus on parle, à présent, de revenu de citoyenneté ou d'existence, de revenu universel, ...*universaliste*.

DJÉMIL KESSOUS

— — — —
1 *L'Universalisme, l'expression majeure du mouvement social*, est paru aux éditions *Acratie*. Vous pouvez soit le commander en librairie au prix de 80 F, soit écrire directement à l'auteur au journal en joignant un chèque de 85 F (port inclus). Veuillez noter que cette somme n'est pas destinée à mon enrichissement personnel mais à alimenter la caisse d'une nouvelle association - *universaliste* et sans but lucratif - dont l'auteur, votre serviteur, est l'un des inspirateurs. Les lecteurs seront, bien-sûr, tenus au courant de la naissance et des activités de cette association.

du nouveau pour les espérantistes !

Notre numéro spécial 961, *La Troisième Voie*, rédigé pour ouvrir le plus possible le débat dans ces colonnes à nos propositions, vient d'être traduit en espéranto par RENÉ BALLAGUY.

La brochure (26 pages, demi-format), intitulée *La tria vojo*, est disponible au journal, prix 20 F, franco.

A-L W



Je termine la lecture d'un essai de Luc Ferry "L'homme-Dieu ou le sens de la vie" et je ne peux résister au désir et au plaisir de vous adresser la citation suivante : «De façon fort significative, lors de la réélection de François Mitterrand, en 1988, le journal Libération titrait "Bravo l'artiste !", saluant ainsi la performance en tant que telle, lors même que l'artiste en question venait, en un seul septennat, d'anéantir la quasi-totalité des idées sur lesquelles le journal de gauche libertaire avait vécu depuis sa création. Contre cette consécration imbécile de la technique en politique, il faudra retrouver du sens, faire en sorte que nos concitoyens puissent se regarder à nouveau dans les yeux sans honte ni crainte, que la haine ne soit plus le terme le plus approprié pour décrire l'ambiance de nos banlieues. Je suis convaincu que nombre d'entre eux seraient prêts à accepter la rigueur à venir, à faire, comme on dit si bien, des sacrifices. Mais il faudrait pour cela qu'ils aient le sentiment de s'engager pour une cause en quelque façon transcendante et sacrée, que les sacrifices consentis ne le soient pas au profit d'une raison instrumentale permettant aux dirigeants de se maintenir au pouvoir, mais s'inscrire dans un projet collectif propre à restaurer entre les hommes des rapports assez décents pour ne pas être insensés [...] Il faudra explorer des voies nouvelles, celles, peut-être du partage du travail, de la distinction entre activité productrice et activité

sensée, inventer des formes de solidarité différentes de ce RMI qui évite le pire mais n'apporte ni dignité, ni occupation à ses bénéficiaires».

Et pourquoi pas l'économie distributive ?

J'ai beaucoup apprécié ce livre et ne l'ai malheureusement pas toujours compris tant il use de mots en "isme" et en "gie". Néanmoins, certaines analyses de Luc Ferry m'ont permis de mieux me situer.

Y.E., Plouguenast

**

Depuis 1992, une employée d'un hospice public pour handicapés mentaux lutte puis dénonce des traitements inadmissibles envers ces handicapés. Il semble que de gros barrages soient mis à l'établissement d'une enquête sérieuse. Cependant, pour avoir rompu une loi du silence, l'employée subit à l'intérieur de son établissement des pressions intolérables.

C.T., Saint-Nazaire

Si vous avez connaissance de cas similaires, ou si vous pouvez aider cette personne : écrivez à la Grande Relève.

**

Je suis employé à France Télécom depuis 20 ans et avec la situation actuelle, j'ai quelques inquiétudes pour l'avenir. Car on nous donne le moins d'explications possible sur tous les changements en cours au sein de l'entreprise. Toujours est-il que les objectifs sont de réduire le personnel : de 150.000 il y a deux ou trois ans, il va falloir atteindre 90.000 le plus rapidement possible. Et la privatisation... ne va pas arranger les choses pour les abonnés. On nous incite fortement

à facturer tout ce qui peut l'être légalement et qui ne l'était pas avant. Ces services étaient compris dans les abonnements de ligne (déplacements, remplacements de postes, réfections d'installation, etc.). Il faut dire que, depuis quelques années, beaucoup de choses ont changé pour préparer la privatisation. France Télécom qui était administration et qui ne l'est plus, a perdu son droit d'occupation du domaine public, ce qui va donner lieu à toutes sortes de tractations lors de la réalisation d'ouvrages, de poses de réseaux ou de câbles. Pourtant l'entreprise dégage presque 9 milliards de bénéfices pour le premier semestre 1997. Pour ce qui est de la privatisation, comme d'habitude, on nous rabâche le discours de l'actionariat du personnel et des petits porteurs. Mais ce sont les grands groupes de téléphone qui vont se tailler la part du lion, (Lyonnaise des Eaux, Bouygues, ATT et autres requins de la finance). Quand on vous dit que la concurrence fera baisser les prix, il faut y regarder de près, c'est une illusion, France Télécom possède d'ores et déjà 30 % des parts de SFR son concurrent direct en matière de téléphone portable. Les bénéfices vont tomber dans les mêmes poches, pas les nôtres. Regardez ce qui se passe actuellement dans la grande distribution, bientôt il n'y aura plus qu'une ou deux chaînes de magasins. Enfin, après toutes ces notes pessimistes, je garde quand même l'espoir, mais il faudra un grand sursaut de la population pour renverser la situation, on abrutit tellement les gens par des "cultures" imbéciles (foot, Mac Do, émissions télé débiles, etc.) ! J'espère que les hommes et les femmes et surtout la jeunesse, vont prendre conscience qu'il faut que cela change sinon nous courons à la catastrophe écologique et culturelle. Heureusement, certains commencent à se rendre compte de la situation, les choses évoluent doucement. Encore bravo à toute l'équipe, continuez, cela nous fait toujours du bien de lire la Grande Relève.

A.P., Enencourt-le-Sec

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive
la Grande Relève

E. Hubert 70 - Mme Lahens 300 - A. Lemur 70 - J. Matejko 50 - Mle Pineau 400 - P. Quittelier 200 - R. Claustre 370 - P. Dubal 120 - L. Ducrot 70 - P. Gorsse 70 - R. Terrier 120 - R. Baglin 70 - R. Barbier 70 - Mme Bour 40 - Mme Marquet 70 - C. Bobillier 70 - Mme Bour 40 - V. Antoniuk 50 - F. Jouniaux 70.

Total 2.320 F.

Merci à tous !

En résumé, malgré le risque d'être trop bref...

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

**C'est ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et

au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront

composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M.-L. D.

-
- 2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.
 - 3. voir notre N° hors série de 1992.
 - 4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

- ... exemplaires de la **Grande Relève N°**.....,à.....F l'un, soit.....F
- ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F
- ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F
- ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F
- ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F
- ... exemplaires de la brochure en espéranto, **La tria vojo** à 20 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DEF

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 13 402 39 M PARIS.**

PRÉNOM,
NOM,
ADRESSE
EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE
ET SIGNATURE

M.....
.....
.....
.....